

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 2001 — 1102

[C — 2001/14068]

13 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 concernant le dégroupage de l'accès à la boucle locale ne donne qu'un minimum de prescriptions et laisse les Etats membres régler un certain nombre de questions pratiques.

Le présent arrêté royal fixe les modalités permettant aux parties qui ont entamé des négociations en vue de dégroupier l'accès à la boucle locale, de faire prolonger de quatre mois le délai légal de ces négociations.

Conformément au nouvel article 108*bis* de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, une prolongation du délai des négociations ne peut être obtenue que par une intervention de la Chambre.

Commentaire article par article

L'article premier rend l'intitulé de cet arrêté ainsi que le nom de la Chambre conformes à la récente modification de loi en ce qui concerne le dégroupage de l'accès à la boucle locale.

L'article 2 insère les nouveaux articles 13*bis* et 13*ter*. La procédure décrite dans cet article permet de prolonger le délai des négociations portant sur le dégroupage de l'accès à la boucle locale conformément à l'article 108*bis* de la loi.

La Chambre doit prendre une décision dans les 10 jours ouvrables. Les délais dont disposent la Chambre et les parties sont interprétés de manière stricte. C'est pour cela que les pièces (à l'exception de la demande elle-même) sont à transmettre par télécopie et que le calcul du délai de l'article 14 n'est pas appliqué.

Le paragraphe 5 indique que la Chambre peut tenir une audience, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'une des parties. Cependant, cette audience n'est pas obligatoire.

Enfin, il est à noter qu'une procédure sur la base de l'article 13*bis* n'exclut ni une procédure devant la Chambre visant à régler un litige entre les parties, ni une procédure de conciliation selon l'article 75, § 8, de la loi du 21 mars 1991.

Pour la justification de l'article 3 de ce projet, il est fait référence à l'explication ci-dessus concernant les délais.

Les articles 3 et 4 ne nécessitent pas de commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,

R. DAEMS

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 2001 — 1102

[C — 2001/14068]

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Europese verordening 2887/2000 van 18 december 2000 inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet bevat slechts een minimale regelgeving en laat een aantal praktische regelingen over aan de lidstaten.

Dit koninklijk besluit legt de nadere regels vast die partijen die onderhandelingen aangevat hebben om tot ontbundelde toegang tot het aansluitnet te komen toelaat om de wettelijk voorgeschreven onderhandelingstermijn van 4 maanden, te laten verlengen.

Overeenkomstig het nieuwe artikel 108*bis* van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, kan een verlenging van de onderhandelingstermijn enkel bekomen worden door tussenkomst van de Kamer.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 brengt de titel van dit besluit alsook de naam van de Kamer in overeenstemming met de recente wetswijziging inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet.

Artikel 2 voegt de nieuwe artikelen 13*bis* en 13*ter* in. De in dit artikel beschreven procedure maakt het mogelijk dat de onderhandelingstermijn inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet wordt verlengd overeenkomstig artikel 108*bis* van de wet.

De Kamer moet een beslissing nemen binnen de 10 werkdagen. De termijnen waarover de Kamer en de partijen beschikken worden strikt geïnterpreteerd. Vandaar dat de stukken (met uitzondering van het verzoek zelf) per fax worden overgemaakt en dat de termijnberekening van artikel 14 niet wordt toegepast.

Paragraaf 5 bepaalt dat de Kamer een hoorzitting kan organiseren, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van een van de partijen. Een hoorzitting is evenwel niet verplicht.

Tot slot moet opgemerkt worden dat een procedure op basis van artikel 13*bis* noch een procedure voor de Kamer uitsluit die tot doel heeft een dispuut tussen de partijen te beslechten, noch een verzoeningsprocedure volgens artikel 75, § 8, van de wet van 21 maart 1991.

Wat betreft de rechtvaardiging van artikel 3 van dit ontwerp wordt verwezen naar wat hierboven gezegd werd over de termijnen.

De artikelen 3 en 4 behoeven geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,

R. DAEMS

AVIS 31.219/4 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 30 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci", a donné le 2 février 2001 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis est la suivante :

« (...) en application du règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale et de l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, les négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale sont en cours depuis le 1^{er} janvier 2001 et à tout moment les opérateurs concernés peuvent, sans avoir à attendre l'écoulement du délai de négociation de quatre mois visé à l'article 108bis, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, saisir, conformément à l'article 79ter, § 2, de la loi précitée, la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial, l'accès dégroupé à la boucle locale et les utilisations partagées, pour demander une prolongation dudit délai de négociation, (...) ».

Dans l'avis 30.770/4, donné le 22 novembre 2000, sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux de télécommunications (1), la section de législation avait, notamment, fait l'observation suivante :

(1) *Moniteur belge* du 29 décembre 2000, 2^e éd.

« Pour assurer une parfaite concordance entre les règles générales de procédure, applicables à toute procédure devant la Chambre, et celles particulières à certains litiges, mieux vaudrait faire figurer toutes les dispositions relatives à la procédure dans un seul et même arrêté.

A tout le moins, il convient de préciser dans quelle mesure les règles particulières entendent déroger aux règles générales. Les dispositions particulières prévues par le présent projet ne règlent en effet pas tous les aspects de la procédure. Elles ne règlent ainsi pas l'examen de la recevabilité de la demande, le délai dans lequel la Chambre doit rendre sa décision, l'audition de témoins ou la désignation d'experts, ni la question des frais de procédure.

Si certes l'on pourrait considérer que tout ce qui n'est pas réglé par le présent projet l'est par l'arrêté royal du 20 avril 1999 [lire : 4 octobre 1999] précité, force est de constater que certaines règles qui figurent dans l'arrêté royal du 4 octobre 1999 précité sont manifestement inadaptées aux litiges faisant l'objet du présent projet. Tel est le cas, par exemple, du délai de six mois prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, qui est manifestement inadapté à une demande tendant à obtenir une prorogation du délai de négociation d'un accord. »

Si l'arrêté en projet, dès lors qu'il tend à modifier l'arrêté royal du 4 octobre 1999 précité répond effectivement à la première partie de l'observation qui précède, il n'en reste pas moins que l'intégration de la procédure particulière qu'il prévoit, dans les règles générales de procédure est toujours autant problématique. Mise à part la règle de computation des délais qui figure à l'article 14, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999 que l'article 3 du projet d'arrêté déclare inapplicable aux délais mentionnés à l'article 13bis en projet, la question se pose toujours de savoir dans quelle mesure les autres dispositions des chapitres Ier, II et III sont applicables à la procédure particulière prévue par le projet.

ADVIES 31.219/4 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 januari 2001 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, verzocht hem binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", heeft op 2 februari 2001 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de adviesaanvraag aldus :

« (...) en application du règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale et de l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, les négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale sont en cours depuis le 1^{er} janvier 2001 et à tout moment les opérateurs concernés peuvent, sans avoir à attendre l'écoulement du délai de négociation de quatre mois visé à l'article 108bis, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, saisir, conformément à l'article 79ter, § 2, de la loi précitée, la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial, l'accès dégroupé à la boucle locale et les utilisations partagées, pour demander une prolongation dudit délai de négociation, (...) ».

In advies 30.770/4 van 22 november 2000 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 12 december 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken (1) is geworden, heeft de afdeling wetgeving onder meer het volgende opgemerkt :

(1) *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000, 2e uitgave.

« Opdat er een perfecte samenhang zal zijn tussen de algemene procedureregels, die van toepassing zijn op iedere procedure vóór de Kamer, en de regels die specifiek gelden voor bepaalde geschillen, zou het beter zijn alle bepalingen over de procedure in eenzelfde besluit samen te brengen.

Er behoort op zijn minst gepreciseerd te worden in hoeverre de steller van het ontwerp de bijzondere regels wil laten afwijken van de algemene regels. De bijzondere bepalingen waarin het onderhavige ontwerp voorziet regelen immers niet alle aspecten van de procedure. Ze regelen bijvoorbeeld niet het onderzoek van de ontvankelijkheid van het verzoek, de termijn waarbinnen de Kamer haar beslissing moet nemen, het horen van getuigen of de aanwijzing van experts, noch de kwestie van de proceskosten.

Ook al kan er zeker van worden uitgegaan dat al wat niet geregeld wordt in het onderhavige ontwerp, geregeld is bij het genoemde koninklijk besluit van 20 april 1999 [lees : 4 oktober 1999], op te merken valt dat sommige regels van het genoemde koninklijk besluit van 4 oktober 1999 kennelijk niet aangepast zijn aan de geschillen die aan bod komen in het voorliggende ontwerp. Dat is bijvoorbeeld het geval met de termijn van zes maanden waarin artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 voorziet; deze termijn is kennelijk niet adequaat voor een verzoek tot het verkrijgen van een verlenging van de termijn om te onderhandelen over een akkoord. »

Hoewel het ontworpen besluit, aangezien het ertoe strekt het voormelde koninklijk besluit van 4 oktober 1999 te wijzigen, daadwerkelijk voldoet aan het bepaalde in het eerste gedeelte van de voorgaande opmerking, blijft het nog altijd even problematisch de daarin bepaalde bijzondere procedure in de algemene procedureregeling op te nemen. Afgezien van de regel voor de berekening van de termijnen die vervat is in artikel 14 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999, dat volgens artikel 3 van het ontwerp niet geldt voor de termijnen vermeld in het ontworpen artikel 13bis, rijst nog altijd de vraag in hoeverre de andere bepalingen van de hoofdstukken I, II en III van toepassing zijn op de bijzondere procedure waarin het ontwerp voorziet.

Ainsi, par exemple, l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, qui prévoit que la demande d'intervention de la Chambre doit être adressée par "lettre recommandée avec accusé de réception au fonctionnaire dirigeant l'Institut" est-il applicable à la demande prévue par le présent projet qui se limite à prévoir que la demande doit être adressée par lettre recommandée ?

La même question d'applicabilité se pose pour l'examen de la recevabilité ou de l'irrecevabilité manifeste, devant intervenir dans les cinq jours après la réception de la demande, qui est prévu par l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, ou encore pour la règle, inscrite à l'article 4 du même arrêté, selon laquelle la procédure a lieu même en l'absence d'une des parties.

On pourrait multiplier les exemples.

Par conséquent, il convient que l'auteur du projet passe en revue toutes les dispositions de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, examine si oui ou non il souhaite qu'elles soient d'application pour la procédure particulière prévue par le projet, et complète le chapitre IIIbis en projet par une disposition précisant quelles sont les autres dispositions de l'arrêté qui sont ou ne sont pas applicables à cette procédure particulière.

Outre cette observation, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur les deux points ci-après.

1. A l'alinéa 1^{er} du préambule, il y a lieu de viser l'article 108bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques, inséré par la loi du 2 janvier 2001, qui constitue également le fondement légal de l'arrêté en projet.

2. Compte tenu de la modification apportée à l'article 79ter, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 précitée, inséré par la loi du 2 janvier 2001, il convient de modifier également l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, comme suit :

« 3^o litige : litige en matière d'interconnexion, lignes louées, accès spécial, accès dégroupé à la boucle locale ou utilisation partagée. »

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

P. Lienardy et P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. Bolly, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

R. Andersen.

13 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 79ter, inséré par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999 et l'article 108bis, inséré par la loi du 2 janvier 2001;

Is artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 bijvoorbeeld, dat bepaalt dat het verzoek aan de Kamer om een zaak aan zich te trekken "per aangetekend schrijven met ontvangstmelding (...) aan de leidinggevende ambtenaar van het Instituut" moet worden gericht, van toepassing op het verzoek waarin het voorliggende ontwerp voorziet, dat alleen bepaalt dat het verzoek bij aangetekende brief dient te geschieden ?

Dezelfde vraag in verband met de toepasselijkheid rijst wat betreft het onderzoek van de ontvankelijkheid of van de kennelijke niet-ontvankelijkheid, waarin artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 voorziet, en dat binnen vijf dagen na ontvangst van het verzoek moet geschieden, of nog wat betreft het voorschrift vervat in artikel 4 van hetzelfde besluit, luidens hetwelk de procedure hoe dan ook wordt voortgezet, ook al is één van de partijen afwezig.

Er kunnen nog tal van andere voorbeelden worden aangehaald.

De steller van het ontwerp dient bijgevolg alle bepalingen van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 onder de loep te nemen, na te gaan of hij al dan niet wil dat ze van toepassing zijn op de bijzondere procedure waarin het ontwerp voorziet, en het ontworpen hoofdstuk IIIbis aan te vullen met een bepaling waarin staat welke andere bepalingen van het besluit wel of niet van toepassing zijn op deze bijzondere procedure.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt voorts op de volgende twee zaken gevestigd.

1. In het eerste lid van de aanhef behoort ook artikel 108bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, te worden vermeld, dat eveneens een rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit.

2. Gezien de wijziging die is aangebracht in artikel 79ter, § 2, eerste lid, van de genoemde wet van 21 maart 1991, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, behoort ook artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 te worden gewijzigd, en wel als volgt :

« 3^o geschil : geschil inzake interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang, ontbundelde toegang tot het aansluitnet en gedeeld gebruik. »

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in het ontworpen opschrift van hoofdstuk IIIbis "Procedure inzake... ». In het ontworpen artikel 13bis, § 1, eerste lid, schrijve men "Indien de partijen voorzien dat... ». In het tweede lid schrijve men "Een zodanig verzoek is ontvankelijk indien het : 1^o geschiedt bij... ». In de punten b) en d) van paragraaf 1, tweede lid, 1^o, schrijve men respectievelijk "is" en "zijn" in plaats van "werd" en "werden". In 2^o schrijve men "van het verzoek aan de Kamer" in plaats van "van de vraag aan de Kamer".

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

P. Lienardy en P. Vandernoot, staatsraden;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. Bolly, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

C. Gigot.

De voorzitter,

R. Andersen.

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 79ter, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999 en op artikel 108bis, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001;

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci, notamment les articles 1^{er} et 14;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 15 janvier 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 janvier 2001;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le titre et l'article 1^{er}, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci, les mots "l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées" sont remplacés par les mots "l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial, le dégroupage de l'accès à la boucle locale et les utilisations partagées".

Art. 2. Dans le même arrêté, un Chapitre IIIbis est inséré, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IIIbis. — *Procédure de prolongation du délai des négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale*

Art. 13bis. § 1^{er}. Si les parties prévoient qu'il leur sera impossible de conclure un accord en matière de dégroupage de l'accès à la boucle locale dans un délai de quatre mois, une d'entre elles ou toutes ensemble peuvent demander à la Chambre de prolonger le délai des négociations.

Une telle demande est recevable lorsque :

1° elle est introduite par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au fonctionnaire dirigeant de l'Institut et contient au moins les éléments suivants :

a) l'identité des parties;

b) le date à laquelle les négociations ont été entamées;

c) une description du dégroupage de l'accès demandé;

d) une description des points sur lesquels un accord a déjà été atteint et des points sur lesquels un accord n'a pas encore été atteint;

e) une estimation du délai supplémentaire nécessaire pour atteindre un accord;

2° elle est accompagnée d'une preuve attestant que l'autre partie a reçu au cours des négociations une copie de la demande adressée à la Chambre, lorsque les parties ne requièrent pas conjointement l'intervention de la Chambre;

3° elle est accompagnée des points de vue de l'autre partie lorsque les parties requièrent conjointement l'intervention de la Chambre.

§ 2. Après réception de la demande visée au paragraphe précédent, le fonctionnaire dirigeant constitue la Chambre conformément à l'article 7.

§ 3. La Chambre prend sa décision concernant la recevabilité dans les trois jours ouvrables après la réception de la demande visée au § 1^{er}. Elle informe immédiatement les parties de sa décision par télécopie.

§ 4. Lorsque les parties ne requièrent pas conjointement l'intervention de la Chambre, l'autre partie dispose d'un délai de trois jours ouvrables, à partir de la date de réception de la télécopie visée au § 3, pour transmettre son point de vue concernant la prolongation des délais de négociation par télécopie à la Chambre et à la partie qui a introduit la demande auprès de la Chambre.

§ 5. Si la demande est recevable, la Chambre fixe, si elle-même ou une des parties le souhaite, la date d'une audience et en informe les parties par télécopie.

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik, inzonderheid op de artikelen 1 en 14;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 15 januari 2001;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 2001;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik worden in de titel en in artikel 1, 2° en 3°, de woorden «interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik» vervangen door de woorden «interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang, ontbundelde toegang tot het aansluitnet en gedeeld gebruik».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een Hoofdstuk IIIbis ingevoegd luidende :

« HOOFDSTUK IIIbis. — *Procedure inzake de verlenging van de onderhandelingsstermijn inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet*

Art. 13bis. § 1. Indien de partijen voorzien dat zij niet binnen een termijn van vier maanden tot een overeenkomst inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet kunnen komen, kan een van hen of kunnen zij gezamenlijk de Kamer vragen om de onderhandelingsstermijn te verlengen.

Een zodanig verzoek is ontvankelijk indien het :

1° geschiedt bij een aangetekend schrijven met ontvangstmelding, gericht aan de leidinggevende ambtenaar van het Instituut, dat minstens de volgende gegevens bevat :

a) de identiteit van de partijen;

b) de datum waarop de onderhandelingen zijn aangevat;

c) de beschrijving van de gevraagde ontbundelde toegang;

d) de beschrijving van de punten waarover reeds overeenstemming is bereikt en van de punten waarover nog geen overeenstemming werd bereikt;

e) de geschatte termijn die bijkomend nodig is om tot een overeenstemming te komen;

2° vergezeld gaat van een bewijs waaruit blijkt dat de andere partij bij de onderhandelingen een kopie heeft ontvangen van het verzoek aan de Kamer, indien de partijen niet gezamenlijk om tussenkomst van de Kamer verzoeken;

3° vergezeld gaat van de standpunten van de andere partij indien de partijen gezamenlijk om tussenkomst van de Kamer verzoeken.

§ 2. Na ontvangst van het in vorige paragraaf vermelde verzoek, stelt de leidinggevende ambtenaar de Kamer samen overeenkomstig artikel 7.

§ 3. De Kamer neemt haar beslissing omtrent de ontvankelijkheid binnen de drie werkdagen na de ontvangst van de vraag vermeld in § 1. Zij brengt de partijen per faxbericht onverwijld op de hoogte van deze beslissing.

§ 4. Indien de partijen niet gezamenlijk om de tussenkomst van de Kamer verzoeken, beschikt de andere partij over een termijn van drie werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van het faxbericht vermeld in § 3, om haar standpunt over de verlenging van de onderhandelingsstermijn aan de Kamer en aan de partij die het verzoek bij de Kamer heeft ingediend, per fax te bezorgen.

§ 5. Indien de vraag ontvankelijk is, legt de Kamer, indien zij of een van de partijen dit wenst, de datum vast voor een hoorzitting en brengt zij de partijen hiervan per faxbericht op de hoogte.

§ 6. La Chambre prend sa décision dans un délai de 15 jours ouvrables après la réception de la demande visée au § 1^{er} et la transmet, signée par les membres de la Chambre, par télécopie aux parties.

Art. 13^{ter}. Les articles 2, 3, 5, 6, 9, § 2, 10 et 14, alinéa 1^{er}, ne s'appliquent pas à la procédure décrite dans ce chapitre. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

§ 6. De Kamer neemt haar beslissing binnen een termijn van 15 werkdagen na ontvangst van het in § 1 vermelde verzoekschrift en bezorgt ze, ondertekend door de leden van de Kamer, per faxbericht aan de partijen.

Art. 13^{ter}. De artikelen 2, 3, 5, 6, 9, § 2, 10 en 14, lid 1, zijn niet van toepassing op de procedure beschreven in dit hoofdstuk. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1103

[S - C - 2001/22285]

17 AVRIL 2001. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 97;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2000 fixant, pour l'exercice 2001, le budget global du Royaume, visé à l'article 87 de la loi sur les hôpitaux, pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant, pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de la journée d'hospitalisation, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota de journées d'hospitalisation, modifié par les arrêtés ministériels des 21 avril 1987, 11 août 1987, 7 novembre 1988, 12 octobre 1989, 20 décembre 1989, 23 juin 1990, 10 juillet 1990, 28 novembre 1990, 26 février 1991, 20 mars 1991, 10 avril 1991, 20 novembre 1991, 21 novembre 1991, 19 octobre 1992, 30 octobre 1992, 30 décembre 1993, 23 juin 1994, 19 juillet 1994, 28 décembre 1994, 27 décembre 1995, 30 décembre 1996, 8 septembre 1997, 10 décembre 1997, 29 décembre 1997, 26 août 1998, 30 décembre 1998, 24 mars 1999, 15 juin 1999, 22 juin 1999, 23 décembre 1999, 25 septembre 2000 et 12 janvier 2001;

Vu le plan pluriannuel pour le secteur de la santé du 1^{er} mars 2000, conclu entre le gouvernement fédéral et les organisations représentatives du secteur privé non marchand;

Vu le protocole n° 120/2 du 28 novembre 2000 du Comité commun à l'ensemble des services publics,

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, Section Financement, donné le 8 mars 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que les gestionnaires d'hôpitaux doivent être informés le plus rapidement possible des conditions de mise en œuvre de la diminution du temps de travail dans le cadre de la problématique de fin de carrière; que ces mesures sont applicables au 1^{er} juillet 2001; que certaines données doivent être fournies avant le 31 mai 2001 afin d'octroyer un financement forfaitaire aux établissements hospitaliers;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1103

[S - C - 2001/22285]

17 APRIL 2001. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op het artikel 97;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 2000 houdende vaststelling van het globale budget van het Rijk, zoals bedoeld in artikel 87 van de wet op de ziekenhuizen, voor de financiering van de werkingskosten van de ziekenhuizen voor 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 augustus 1986 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 april 1987, 11 augustus 1987, 7 november 1988, 12 oktober 1989, 20 december 1989, 23 juni 1990, 10 juli 1990, 28 november 1990, 26 februari 1991, 20 maart 1991, 10 april 1991, 20 november 1991, 21 november 1991, 19 oktober 1992, 30 oktober 1992, 30 december 1993, 23 juni 1994, 19 juli 1994, 28 december 1994, 27 december 1995, 30 december 1996, 8 september 1997, 10 december 1997, 29 december 1997, 26 augustus 1998, 30 december 1998, 24 maart 1999, 15 juni 1999, 22 juni 1999, 23 december 1999, 25 september 2000 en 12 januari 2001;

Gelet op het meerjarig plan van 1 maart 2000 voor de gezondheidsbeleidsector, afgesloten tussen de federale regering en de representatieve organisaties van de non-profit private sector;

Gelet op het protocol nr. 120/2 van 28 november 2000 van het Gemeenschappelijk Comité voor het geheel van de openbare diensten;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, Afdeling Financiering, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de beheerders van de ziekenhuizen zo spoedig mogelijk dienen ingelicht te worden van de voorwaarden van de in werkingstelling van de arbeidsduurvermindering, in het kader van de eindeloopbaanproblematiek, dat deze maatregelen toepasbaar zijn vanaf 1 juli 2001, dat sommige gegevens dienen geleverd te worden voor 31 mei 2001 teneinde een forfaitaire financiering aan de ziekenhuisinstellingen toe te kennen;